Secrétariat général
Numéro 80-2023
Réf. : FS/SD/NS
Paris, le 25 mai 2023

DÉCLARATION DE LA COMMISSION ÉXECUTIVE DU 25 MAI 2023

La commission exécutive confédérale ne tourne pas la page
Tous en grève et mobilisés le 6 juin !

La Commission exécutive confédérale, réunie ce jour, affirme que le combat contre la réforme des retraites n'est pas terminé. Même si la loi est promulguée, elle ne doit pas être appliquée et doit être abrogée.

La commission exécutive confédérale appelle tous les syndicats FO, tous ses militants, adhérents, sympathisants et l'ensemble des salariés à rejoindre massivement par la grève, la mobilisation et les manifestations l'appel de l'intersyndicale du 6 juin pour faire entendre au gouvernement que cette loi doit être abandonnée.

La CE constate que l'augmentation du SMIC intervenue au 1er mai n'est pas un coup de pouce. Cette revalorisation automatique n'est pas suffisante, son augmentation significative est indispensable pour obtenir un pouvoir d'achat décent.

Plus largement, face à une inflation galopante la Commission exécutive revendique une augmentation réelle et significative de l'ensemble des salaires par la négociation collective et par la grève quand c'est nécessaire, dans le privé comme dans le public, une hausse du point d'indice dans la Fonction publique, des pensions et des minimas sociaux à minima à hauteur de l'inflation. La commission exécutive appuie et soutient tous ses syndicats qui se mobilisent pour obtenir des hausses de salaires.

La CE revendique de réelles négociations entre interlocuteurs sociaux conformément à l'accord national sur le paritarisme signé en juin 2022, qui ne soient pas un cadrage imposé par l'exécutif et qui permettent d'améliorer les droits et garanties des salariés.

Les échanges doivent être menées avec loyauté, et avec une méthodologie permettant de vrais échanges et une prise en compte des revendications.

FO rappelle que ce principe est prévu à l'article L1 du code du travail. Le respect de l'article L1 du code du travail aurait permis d'éviter la crise sociale, démocratique et institutionnelle dans laquelle le pays est actuellement profondément plongé.

Paris le 25 mai 2023